

Ma parcelle est située dans un parc national

une réponse

▲ Qu'est-ce qu'un Parc National

Le parc national est défini comme un territoire à l'intérieur duquel « la conservation de la faune, de la flore, du sol, du sous-sol, de l'atmosphère, des eaux et, en général la conservation d'un milieu naturel, présente un intérêt spécial et qu'il importe de préserver contre tout effet de dégradation naturelle et de le soustraire à toute intervention artificielle susceptible d'en altérer l'aspect, la composition et l'évolution ».

- La création des parcs nationaux français date d'une loi du 22 juillet 1960 (complétée par un décret du 31 octobre 1961) dont les dispositions ont été codifiées aux articles L.331-1 et suivants du code de l'environnement et de la loi du 14 avril 2006 qui en réforme certains points.
- Il s'agit d'une des premières institutions de protection du milieu naturel dont l'objectif est de protéger une nature authentique sur un vaste territoire.

Les parcs nationaux ont pour finalité :

- ▶ de mettre le patrimoine naturel et paysager à la disposition du public, en fournissant un cadre privilégié pour la pédagogie de la nature,
- ▶ de contribuer au développement de comportements de respect vis-à-vis de la nature et de ses équilibres,
- ▶ de contribuer au développement de la vie économique et sociale dans les zones périphériques.

➤ Il existe aujourd'hui 9 parcs nationaux. La région PACA est concernée par 3 d'entre eux :

Le parc de Port-Cros (1963) : Var

Le parc des Ecrins (1973) : Hautes-Alpes

Le parc du Mercantour (1979) : Alpes-Maritimes et Alpes de Haute-Provence

▲ Quelle est la procédure de création ?

La procédure de création des parcs nationaux est lourde et centralisée, mais se justifie par le caractère contraignant du régime applicable.

- ▶ L'initiative de création d'un parc appartient au ministre chargé de la protection de la nature, en liaison avec les autres ministères intéressés. Le principe de création d'un parc est soumis pour avis aux conseils municipaux des communes dont le territoire pourrait être inclus dans le périmètre du parc, ainsi qu'aux conseils généraux et aux chambres consulaires concernés. Le conseil national de la protection de la nature et le comité interministériel des parcs nationaux sont également consultés.
- ▶ Le projet est ensuite soumis au Premier ministre qui décide de poursuivre ou non la procédure.
- ▶ Le dossier est alors constitué au niveau du ministère chargé de la protection de la nature, puis transmis en préfecture pour enquête publique.
- ▶ A l'issue de l'enquête, le préfet formule un avis et la décision finale est prise par décret du conseil d'État.

Textes : loi du 22 juillet 1960 et du 14 avril 2006.

Objectifs : conservation de la faune, de la flore, du sol, du sous-sol, de l'atmosphère, des eaux et, en général, d'un milieu naturel présentant un intérêt spécial et qu'il importe de préserver.

Champ d'application : vaste territoire.

Initiative : Ministre chargé de l'environnement.

Contraintes : réglementation de l'exercice des activités agricoles, pastorales et forestières ; Interdiction d'exercer des activités industrielles, commerciales,...

Autorité administrative : établissement public gérant le parc.

▲ Quelle est la structure des parcs nationaux ?

Trois catégories de territoires peuvent être dissociées :

- ▶ Le parc à proprement parlé, dit aussi "**zone centrale**" ("zone de coeur" depuis la loi de 2006), à l'intérieur duquel les activités humaines sont strictement réglementées ou interdites.
- ▶ Il peut être également créé, à l'intérieur même du parc, des **réserves intégrales** soumises à des contraintes encore plus rigoureuses dans le but scientifique d'assurer une plus grande protection (création distincte du parc par décret du conseil d'État).
- ▶ Enfin, on trouve une troisième zone, dite "**zone périphérique**" (maintenant "aire optimale d'adhésion") qui est délimitée autour du parc en tant que zone tampon. Cette zone fait l'objet d'un programme spécial de réalisation et d'amélioration d'ordre social, économique et culturel, tout en rendant plus efficace la protection de la nature dans le parc.
 - ✎ Cette zone est donc sans grand effet particulier sur l'activité forestière qui peut éventuellement y trouver un support à diverses actions de développement.

▲ Quels sont les effets du classement ?

- ▶ Les servitudes applicables à l'intérieur du parc sont fixées par le décret de création de chaque parc mais doivent en principe concilier les nécessités de la préservation du milieu naturel avec l'intérêt général qui s'attache à l'utilisation normale et à la mise en valeur des territoires.
 - ✎ En général, ces servitudes visent à réglementer l'exercice des activités agricoles, pastorales et forestières et peuvent comporter l'interdiction d'exercer des activités industrielles, commerciales, ainsi que la pratique de la pêche et de la chasse.
 - ✎ Les méthodes de sylviculture sont donc régies par la réglementation du parc et contrôlées par les agents de terrain. L'exploitation forestière normale est en général possible.
 - ✎ L'emplacement du parc doit être reporté au plan local d'urbanisme (PLU 635306) en qualité de servitude d'utilité publique opposable au tiers.
 - ✎ L'effet du classement suit les terrains concernés, en quelque main qu'ils passent.
- ▶ Les parcs nationaux sont tous gérés par des établissements publics nationaux placés sous la tutelle du ministère chargé de la protection de la nature. Le fonctionnement de ces établissements est assuré par un conseil d'administration, instance délibérante du parc, qui délibère sur les principes d'aménagement, les travaux à entreprendre, la gestion et la réglementation du parc.
 - ✎ Le directeur du parc, nommé par arrêté du ministre chargé de la protection de la nature est l'instance exécutive du parc et exerce à ce titre les pouvoirs de police qui sont attachés à cette fonction (pouvoir de réglementation, autorisation de travaux, etc.).
 - ✎ Le conseil scientifique du parc, en tant qu'aide à la décision, réalise des études et donne des avis techniques.
- ▶ Dans les conditions fixées par la loi, l'indemnisation des propriétaires dont les terrains sont compris dans le territoire du parc peut être envisagée, les terrains concernés pouvant parfois être achetés.

▲ Profitez d'une simplification des démarches administratives

Si vous demandez à bénéficier de l'article L.11 du code forestier (635614), le CRPF se charge à votre place de contacter l'administration compétente et le document de gestion (PSG) qu'il agréé vaut autorisation globale pour toute sa durée de validité.